

Brexit : un accord historique sur le divorce

L'UE exprime sa « tristesse » et prépare les négociations sur la « relation future » avec le Royaume-Uni

BRUXELLES - bureau européen

Ce fut solennel, grave et expé-
ditif. Il n'a fallu que deux heu-
res et demie aux vingt-sept di-
rigeants de l'Union euro-
péenne (UE) et à leur homolo-
gue britannique, Theresa May,
au matin du dimanche 25 novembre, pour
entériner le traité du Brexit. Un pavé de
presque 600 pages détaillant par le menu
les conditions du divorce, accompagné
d'une déclaration politique esquissant la
« relation future » entre le Royaume-Uni et
l'UE, et de quelques annexes censées ména-
ger les sensibilités des Vingt-Sept – celle de
l'Espagne à l'égard de Gibraltar ; de la France
et d'autres, concernant la pêche.

Le moment était certes historique. « *C'est
un jour triste, ce n'est pas un moment de jubi-
lation de voir un pays quitter l'UE. (...) C'est
tragique* », a tweeté Jean-Claude Juncker, le
président de la Commission. « *Tristesse* »
était aussi le mot de la chancelière alle-
mande, Angela Merkel. « *Ce n'est ni un jour
pour se réjouir ni un jour de deuil, c'est un
moment d'unité et de responsabilité* », esti-
mait pour sa part Emmanuel Macron.

Mais ce sommet « Brexit » éclair avait sur-
tout une valeur symbolique. Du côté des
Vingt-Sept, le but était de discrètement célé-
brer un « deal » préservant très largement
leurs intérêts et respectant scrupuleusement
leurs « lignes rouges » : intégrité du marché
intérieur, préservation des droits des expa-
triés, respect des engagements financiers du
Royaume-Uni et assurance qu'une fron-
tière ne réapparaîtra pas en Irlande.

« LE SEUL ACCORD POSSIBLE »

Il s'agissait aussi, d'une certaine manière,
d'aider Theresa May dans la tâche ardue qui
l'attend maintenant : faire valider cet
accord à la Chambre des communes mi-
décembre, alors qu'il est très loin de délivrer
la promesse initiale des Brexiters, « *Take
back control!* » (« reprenons les comman-
des ! »). « *Certains dirigeants lui ont souhaité
bonne chance* », affirme un responsable de
haut niveau.

Les Vingt-Sept ont ainsi fait passer un
message on ne peut plus clair à tous ceux
qui dénigrent l'accord au Royaume-Uni et
fantasment encore sur la négociation d'un
autre document. « *C'est le seul accord possi-
ble* », a insisté M. Juncker en détachant cha-
que syllabe. « *Le meilleur possible étant
donné les circonstances* », soulignait Michel
Barnier, le négociateur en chef européen.

Lors de sa conférence de presse, M^{me} May,
au milieu de deux drapeaux britanniques et
d'une bannière européenne, a plusieurs fois

repris la formule à son compte, précisant :
« *Si les gens pensent qu'on peut encore négo-
cier, ce n'est pas le cas.* » Pour elle, le choix est
soit le vote favorable et le début d'un « *ave-
nir brillant et meilleur* » pour son pays, soit
un « *no deal* » qui signifierait « *plus d'incerti-
tudes et plus de divisions* ».

« *On a pu constater que, ces derniers jours,
M^{me} May contrôlait mieux la situation qu'on
aurait pu penser* », explique un officiel euro-
péen, dans une allusion à la tentative ratée
de renversement de M^{me} May par quelques
brexiters ultras.

Elle défendra l'accord « *de tout [son] cœur* »,
a-t-elle insisté. Parce que, dit-elle, il limitera
la liberté de circulation, favorisera l'emploi,

la prospérité, la justice sociale, le logement,
la politique de santé et qu'il sortira le
royaume de la politique agricole commune
ou de la tutelle de la justice européenne.

Au-delà de l'échéance compliquée des Com-
munes, les textes adoptés dimanche actent
une étape essentielle mais absolument pas
conclusive du Brexit. Les termes du divorce
sont sur la table. Pourtant, tout reste à négo-
cier, concernant la « relation future ».

« *La plus grande partie du travail à accom-
plir commence maintenant* », a souligné
M. Juncker, résumant le sentiment général.
Dans leur déclaration politique, les Euro-
péens ont jeté les bases d'un accord de libre-
échange « *ambitieux* » avec Londres, assorti

d'une multitude de coopérations bilatérales.
Mais il faudra au bas mot deux ans pour le
boucler, et plus sûrement trois ou quatre
ans : la période de transition peut être pro-
longée jusqu'à fin 2022.

« *Nous pourrions aboutir à un accord avec
un niveau historique de coopérations, sans
précédent, même si le Royaume-Uni sera un
pays tiers* », estime un officiel européen. Car
« *nous resterons des alliés, des partenaires, des
amis* », affirmait M. Barnier dimanche. « *Amis
et voisins* », approuvait M^{me} May, soulignant
que, si son pays quitte l'Union, « *il ne quitte pas
l'Europe* ».

Au vu des prises de position des dernières
semaines, cette future négociation s'annonce
tout aussi rude que celle du divorce. Les Vingt-
Sept affirment déjà qu'ils seront intractables
sur la pêche – un enjeu explosif. La France,
comme une petite dizaine d'autres pays, ont
fait savoir que conserver l'accès pour leurs pê-

cheurs aux zones de pêche britanniques, très
poissonneuses, sera une de leurs priorités.
M^{me} May passe son temps à promettre l'in-
verse à ses pêcheurs – qu'ils « *reprendront les
commandes* » des eaux britanniques.

« *Je veux rassurer les pêcheurs : leur quoti-
dien ne changera pas d'ici à fin 2020 [fin de la
période de transition] et nous avons obtenu
le soutien des Vingt-Sept sur ce sujet* », a souli-
gné le président Macron, faisant référence à
la déclaration à Vingt-Sept, qui cite expressé-
ment la pêche comme une priorité euro-
péenne dans la « relation future ».

Pas question non plus, dans la négociation à
venir, de faiblir sur les « niveaux de concu-
rence ou les normes environnementales ». Pas
question de laisser le Royaume-Uni deve-
nir un vaste paradis fiscal, pratiquer le dum-
ping social ou environnemental à grande
échelle à quelques dizaines de milles seule-
ment des côtes de l'UE.

LA « NÉCESSAIRE REFONDATION » DE L'UE

Emmanuel Macron a aussi profité de ce ren-
dez-vous bruxellois pour parler d'une « *né-
cessaire refondation* » de l'Europe. « *Nous de-
vons tirer les leçons du Brexit, qui a montré
que l'UE est fragile, qu'elle n'est pas un acquis,
qu'on doit la défendre. Mais elle doit aussi être
refondée, pour être mieux comprise des peu-
ples. Le Brexit nous dit qu'elle n'a pas su suffi-
samment rassurer nos peuples* », a souligné le
président français.

Le propos n'est évidemment pas dénué d'ar-
rière-pensées : le parti de M. Macron est dé-
sormais largement devancé dans les son-
dages en vue des élections européennes de
mai 2019. Mais il était frappant, dimanche, de
constater à quel point le questionnement sur
l'avenir commun à vingt-sept a disparu, ces
derniers mois, du débat européen : M. Macron
est désormais le seul à s'y risquer.

Il y avait bien eu, dans la foulée du référen-
dum britannique, à la mi-2016, l'amorce
d'une réflexion collective, mais elle s'est tota-
lement enlisée depuis la déclaration de Rome
de mars 2017. Le discours de la Sorbonne du
président français avait été salué, en septem-
bre 2017, mais il n'en reste désormais plus
grand-chose. Et les pays membres, s'ils ont
fait montre d'une remarquable unité durant
la négociation du Brexit, continuent à se dé-
chirer sur des sujets fondamentaux comme
l'immigration ou l'état de droit, tandis que
Rome et Bruxelles se sont engagés dans un
bras de fer sur le budget italien, aux consé-
quences politiques imprévisibles. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

Theresa May a deux semaines pour faire plier Westminster

La première ministre britannique veut obtenir l'appui des pro-européens, effrayés par les risques d'un « no deal »

LONDRES - correspondant

Mission accomplie. Pour une fois, Theresa May paraissait moins sombre que les responsables Européens, dimanche 25 novembre, au moment de sceller le compromis sur le divorce avec l'UE laborieusement négocié depuis dix-sept mois.

Pour une fois aussi, le même discours était tenu des deux côtés : « *Si les gens pensent qu'une nouvelle négociation doit être menée, ce n'est pas le cas* », tranchait la première ministre, à l'unisson de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, pour faire taire la fronde des députés britanniques. Ceux-ci, largement hostiles au texte, continuant de rêver à une autre issue et pourraient jeter aux orties les 585 pages de l'accord lors d'un vote prévu aux Communes durant la semaine du 10 décembre.

Theresa May promet depuis plus de deux ans, contre vents et marées, qu'elle va obtenir « *un bon accord pour le pays* ». Était-elle triste, après ce premier acte du divorce ? Interrogée en conférence de presse, l'intéressée, jamais à l'aise sur les questions personnelles, a marqué un temps, puis elle s'est lancée : « *Non. Mais je constate que certains leaders européens sont tristes et que certaines personnes, chez moi au Royaume-Uni, le sont aussi en ce moment.* » C'était l'une des premières fois qu'elle semblait marquer de l'intérêt pour les 48 % de ses compatriotes qui ont voté contre le Brexit (53 % aujourd'hui selon un dernier sondage).

Il ne reste plus à Theresa May que deux semaines pour faire plier Westminster, et elle a décidé de le faire en s'adressant directement aux électeurs : les pro-Brexit qu'elle n'a cessé de cajoler, mais aussi désormais les pro-

européens. Sa seule chance d'obtenir une majorité aux Communes passe par le ralliement de députés travaillistes europhiles, pour qui le rejet du texte équivalait à un « saut de la falaise », un vide juridique catastrophique pour l'emploi. Dans un véritable régime parlementaire comme celui du Royaume-Uni, il n'est pas courant que le locataire de Downing Street passe par-dessus les députés pour s'adresser à la population. C'est pourtant la voie choisie par M^{me} May.

Dans une lettre aux citoyens publiée samedi soir par de nombreux médias, elle met en avant le « *devoir* » qu'elle s'est donné « *depuis le premier jour* » de son accession au pouvoir d'« *honorer en votre nom le résultat du référendum* ». Theresa May insiste sur ce qu'elle présente comme un triple succès : « *Nous reprenons le contrôle de nos frontières, de nos lois et de notre argent. C'est un accord*

pour un avenir meilleur », en oubliant toutes les questions cruciales que l'accord renvoie à plus tard et le fait que les plus démunis risquent d'être les premières victimes du Brexit.

Sillonner le pays

Une fois ces mots doux susurrés à l'oreille des brexiters, M^{me} May tente de jouer sur la lassitude que provoquent dans l'opinion les interminables débats sur l'Europe et le spectacle d'un pays coupé en deux. En acceptant l'accord, « *nous pourrions concentrer nos énergies sur tous les autres grands problèmes nationaux* » comme la santé, l'éducation, le logement et la lutte « *contre les terribles injustices* ». Pour cela, il faut « *mettre définitivement de côté les étiquettes "pour" ou "contre" le Brexit et se rassembler* », autrement dit faire approuver l'accord par les députés.

La première ministre va « *faire campagne de tout son cœur et de*

toute son âme pour remporter ce vote ». Elle va sillonner le pays et, pour la troisième fois en dix jours, s'adresser aux députés. Elle va publier des prévisions économiques, les unes optimistes sur l'accord, les autres alarmantes sur ce qui se passerait en cas de rejet. Elle a même anobli des députés hostiles au deal.

Mais la partie est loin d'être gagnée. Dimanche, pendant que M^{me} May tentait de savourer son succès formel à Bruxelles, ses ministres continuaient de spéculer sur la situation qui suivrait un rejet à Westminster. Les uns, ultralibéraux, autour d'Andrea Leadsom, ministre des relations avec le Parlement, en faveur de ce qu'ils nomment un « *no deal maîtrisé* » ; les autres, autour du ministre des finances, Philip Hammond, pour un « *plan B* » proche du statut de la Norvège, qui accède librement au marché européen, mais moyennant finance-

ment et acceptation de la libre circulation des travailleurs.

Car l'arithmétique parlementaire reste impitoyable. Avec 315 députés conservateurs sur 650 sièges aux Communes, avec dix députés unionistes nord-irlandais alliés mais décidés à refuser l'accord, avec quelque 90 élus conservateurs qui contestent eux aussi le « *deal* », avec le Labour et les indépendantistes écossais bien décidés à profiter de l'occasion pour provoquer de nouvelles élections, M^{me} May risque d'avoir du mal à renverser la vapeur.

Même si l'aval officiel donné au texte dimanche par l'UE change le paysage. Theresa May n'est plus seulement la femme de devoir qui rame éperdument pour obtenir un impossible deal. C'est une première ministre qui prétend tourner la page empoisonnée du Brexit et éviter le « saut de la falaise » de Douvres. ■

PHILIPPE BERNARD

LES DATES

2016

23 juin Les Britanniques se prononcent à 51,9 % pour ne sortir du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE).

2017

29 mars Après neuf mois de tergiversations, le gouvernement de Theresa May active l'article 50 du traité sur l'Union européenne, qui permet de lancer les négociations de sortie de l'UE.

2018

13 novembre Bruxelles et Londres parviennent à un accord sur les modalités de divorce, validé par les Vingt-Sept le 25 novembre.

11 décembre Le Parlement britannique vote sur l'accord entre l'UE et le gouvernement britannique. Il doit être ratifié par le Parlement européen en janvier 2019.

2019

30 mars Début de la période de transition pendant laquelle l'UE et le Royaume-Uni vont devoir négocier leur « relation future ». La période doit durer au moins jusqu'en décembre 2020.

« Les gens se sont fait avoir »

A Liverpool, ceux qui ont approuvé le Brexit restent pessimistes pour l'avenir

REPORTAGE

LIVERPOOL - envoyé spécial

Dans le quartier d'Anfield de Liverpool, longer une rue, c'est voir défiler, à sa droite comme à sa gauche, des façades qui donnent sur des façades semblables. Une porte bleue, une porte rouge, un grillage repeint, le suivant qui rouille un peu. La nuit, les menues différences s'estompent sous la lumière humide des lampadaires.

« Plats chinois et anglais. » Plus loin « Bières, vins, spiritueux » et « Burgers et kebab ». Tout au bout d'Oakfield Road, il y a aussi la silhouette sombre, monumentale, informe, d'un stade, celui du FC Liverpool. Il a pris le nom du quartier, et ses proportions, qui paraissent démesurées, dominent les maisons à deux étages. Le pub Sandon est à deux pas. C'est là que le célèbre club de football de la ville britannique a été fondé, à la fin du XIX^e siècle. Ce soir-là, la section locale du Labour y a invité ses membres.

Une trentaine de personnes – pour trois fois plus de chaises – sont réunies dans une salle annexe du pub, loin des blagues braillardes du comptoir, où un corpulent pilier de comptoir vante les mérites de Donald Trump et de Saddam Hussein. Anfield, ou plutôt la circonscription de Walton, dans laquelle se trouve le quartier, est un bastion travailliste, et l'un des responsables locaux du parti, Alan Gibbons, la décrit comme une communauté « très défavorisée et très à gauche ». Ici, lors des dernières élections, le candidat du Labour, Dan Carden, une jeune figure de la gauche du parti, a été élu avec 85,7 % des voix. Depuis les années 1960, le siège est considéré comme acquis et le plus sûr de tout le pays pour le Labour.

« Arracher son sourire à Cameron »

Or, si Liverpool, où le Parti travailliste est chez lui, a voté dans son ensemble pour rester dans l'Union européenne, en juin 2016, ce n'est pas le cas de Walton. Ici, le « Leave » l'a emporté avec 54 % des voix. Des études parues récemment font de la circonscription celle dont les électeurs auraient, depuis le référendum, le plus massivement changé d'avis de tout le Royaume-Uni ; mais Alan Gibbons en doute. « Les gens de cette circonscription ont simplement voulu protester contre l'establishment, et, entre le chômage, la précarité, l'austérité, les raisons de protester sont toujours là. »

Pour M. Gibbons, le Brexit n'avait ici, comme ailleurs, rien à voir avec une

Union européenne dont les subventions ont massivement aidé à soigner les maux de la désindustrialisation qui ont frappé Liverpool à partir de la fin des années 1970. A Walton, le référendum offrait l'occasion d'« arracher son sourire de la face de David Cameron », ce premier ministre conservateur « riche, arrogant, bien peigné ». La réunion militante commence. On a demandé aux présents de se regrouper aux premiers rangs. On rend compte de l'intervention du jour de « Dan », le parlementaire, à Westminster. Pas encore le grand soir.

Pas non plus de lendemains qui chantent. Le matin suivant, derrière les fenêtres embuées de la boulangerie-café coopérative *Homebaked*, Kirsty Hunt, 33 ans, sert des cafés, des toasts beurrés et des parts de gâteau à une clientèle où les mises en plis des vieilles dames se mêlent aux vêtements de travail usés d'ouvriers de passage. Native d'Anfield, comme sa mère et sa grand-mère, M^{me} Hunt raconte une campagne du Brexit qui a fonctionné ici sur un ressort simple : « Ce que les gens se disaient dans le quartier, c'est que les étrangers prenaient les boulots qu'on n'avait pas, et qu'il fallait que ça s'arrête. Reprendre les commandes, etc. Excusez-moi, mais c'est des conneries tout ça : on fait se battre des pauvres contre d'autres pauvres, c'est tout. »

Pour M^{me} Hunt, voter Labour, c'est une tradition familiale, « presque comme une religion ». Mais aussi une nécessité : « Je ne vais pas voter contre moi-même. Ici, on se souvient de Margaret Thatcher, de ses politiques. On hait les conservateurs. »

La décennie 1980 est inscrite au burin dans les mémoires, avec son cortège de fermetures d'usines, de grèves de dockers, ses luttes et ses défaites, la fin du monde ouvrier suivie de la déliquescence des relations humaines, dans un quartier bientôt sinistré et exposé à la brutalité des mesures libérales prises par le gouvernement de la « Dame de fer ». Le quartier populaire d'Anfield continue de souffrir des traumatismes de cette période. Le fantôme de M^{me} Thatcher plane sur toutes les conversations politiques.

« Les gens d'ici ont voté "Leave" pour se rebeller. Mais, après le Brexit, les choses iront probablement encore moins bien », redoute Kirsty Hunt, qui, mère de trois enfants, en attend un quatrième. Son travail à la coopérative *Homebaked* l'a sauvée de ce qu'elle décrit comme l'un des fléaux du quartier : le « contrat zéro

heure ». Un contrat sans aucune indication d'horaire ou de durée minimum de travail. « C'est le contrat des boulots pour pauvres, estime-t-elle. On vous appelle au dernier moment, il faut être immédiatement disponible. Cinquante-deux heures une semaine, quatre heures la suivante. Si votre enfant est malade et que vous ne pouvez pas venir, on ne vous rappellera pas. »

Craintes de voir l'austérité durer

Ici, elle travaille seize heures garanties et gagne, avec son mari, de quoi acheter à ses enfants « de bons manteaux et des chaussures en cuir » et éviter de les nourrir avec « des cochonneries ». Les ambiguïtés du Labour sur la question du Brexit, la position du parti de Jeremy Corbyn sur l'accord négocié par la première ministre, Theresa May, à Bruxelles, tout cela est très loin. Plus fortes sont les craintes de voir l'austérité durer et l'incertitude de la période en cours déboucher sur une nouvelle crise économique.

Plus loin, sur Oakfield Road, dans un ancien cinéma Gaumont, devenu en 1998 le siège du Lighthouse Liverpool, un centre communautaire privé lié à une église évangélique qui organise des formations et des événements visant à sortir certains habitants de

l'isolement, le pasteur Tani Omidéyi se fait l'écho des inquiétudes des gens du quartier : « C'est un endroit défavorisé, lié à une classe ouvrière où existent depuis longtemps des sentiments xénophobes. Ici aussi, le vote pour le "Leave" a été déterminé par l'hostilité à l'immigration, mais de plus en plus, les gens sentent qu'ils se sont fait avoir. »

Le système de sécurité sociale britannique, auquel on tient à Anfield encore plus qu'ailleurs, était présenté par les responsables politiques favorables au Brexit comme devant profiter des sommes économisées en quittant l'UE. « C'était ce qui était promis, mais évidemment, les électeurs se rendent bien compte aujourd'hui que c'était un mensonge. Le problème, c'est que, même ici, beaucoup de gens n'ont pas fait le lien entre l'Union européenne et ce que ses fonds ont permis de réaliser pour améliorer leur quotidien. » Lorsque Liverpool était capitale européenne de la culture, en 2008, son organisation a bénéficié de 500 000 livres (soit 565 000 euros) d'aides de Bruxelles. Derrière le sapin de Noël qui décore l'entrée du bâtiment, une petite plaque le rappelle à ceux qui veulent bien la voir. ■

ALLAN KAVALL